



Solidaires Finances Publiques VAL - DE - MARNE

Local syndical- Hôtel des Finances
1 Place du Général Billotte - 94040 CRÉTEIL Cedex
Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95
solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr

Déclaration liminaire au CTL du 21 novembre 2013

Monsieur le président,

Une fois de plus, ce CTL ne fait pas exception à la tradition val-de-marnaise d'envoi des documents en extrême date limite. Il n'y a pas à dire : le changement, c'est pour quand ?!?

Car **un changement de méthode s'impose vraiment**, et ce dans l'intérêt de tous. Nous avons ainsi déjà répété à plusieurs reprises que nous n'étions pas là pour faire de l'opposition systématique, mais pour vérifier qu'aussi bien la réglementation que l'intérêt des agents étaient respectés.

Or, l'un des points à l'ordre du jour de ce CTL (centralisation de la mise sous plis à Créteil) n'est qu'un des nombreux exemples. Ainsi, malgré - à nouveau - toutes les réserves formulées par les acteurs de prévention, les nombreux problèmes relevés par les organisations syndicales et l'avis défavorable du CHSCT, le projet qui nous est présenté... ne comporte strictement aucune modification ?!? Cela, alors que le CHSCT avait formulé des contre-propositions constructives **ET** respectueuses de la réglementation applicable (contrairement au projet de la direction).

Vous voyez bien, même lorsque nous ne sommes pas spécialement favorables à un projet, nous ne demandons qu'à l'améliorer... dans l'intérêt de tous... mais en vain ?!? En vain non, car l'avantage d'un régime démocratique est qu'il se dote d'une réglementation très protectrice... qui engage la responsabilité pénale personnelle de celui qui l'enfreint.

Le point concernant la rémunération devra être reporté à un prochain CTL, puisque nous n'avons pas reçu les documents.

Nous vous rappelons également que le CHSCT et le CTL attendent les nouveaux plans de la totalité des déménagements effectués depuis un an, conformes cette fois-ci à la réglementation applicable. Force est de constater que, malgré la relance effectuée par Solidaires Finances publiques 94 le 13 octobre 2013 - à laquelle était jointe ladite réglementation - nous n'avons rien reçu à ce jour.

Comme Solidaires Finances publiques 94 est là pour défendre TOUS les agents - y compris

vous - par lettre recommandée du 7 novembre (dont vous avez accusé réception le 8), nous vous offrons une dernière possibilité amiable de réparer l'erreur commise dans l'annulation de l'autorisation d'absence octroyée pour le pont du 10 mai. Voilà encore un exemple de question, pourtant simple, restée sans réponse à ce jour...

D'autant plus que les 5 ponts naturels à venir pour 2014 ne manqueront pas de raviver les tensions et les rancœurs ! (Tiens, d'ailleurs, contrairement à ce qui se passe dans les autres départements, notre direction continue à ne pas demander les avis des agents sur les ponts naturels).

Or vous ne pouvez plus ignorer le ras-le-bol général dans les services et la dégradation sans précédent de l'accueil. Il y a en ce moment plusieurs agressions par semaines, verbales mais aussi physiques (coups de poings... même si la fiche de signalement a dû se perdre au niveau de la Direction).

Les collègues n'en peuvent plus, à tel point que certains se retrouvent en arrêt maladie pour des actes auxquels ils auraient accordé nettement moins d'importance auparavant.

Le sentiment, parfois, de ne pas être soutenu par la hiérarchie amplifie le phénomène.

D'ailleurs, avez-vous porté plainte pour cette agression physique ? (Car, rappelons-le, dans les cas d'agressions extrêmes, il convient que ce soit la direction qui porte plainte, ne serait-ce que pour que l'adresse du collègue agressé ne figure pas sur le procès-verbal).

La situation va continuer à se détériorer avec les nouvelles suppressions d'emplois dans le Val-de-Marne... que vous allez nous communiquer maintenant qu'elles sont connues, n'est-ce pas ?

Malheureusement, il n'y a pas qu'à l'accueil qu'il y a un manque cruel de personnel. Et ce ne sont pas les « indicateurs de performance » de la DDFIP du Val-de-Marne qui diront le contraire (gestion des professionnels, contrôle fiscal...).

Au passage, Solidaires Finances publiques 94 tient à souligner que nous « adorons » ce nom (« indicateurs de *performance* ») !

Nous avons également été surpris d'apprendre, au détour d'un document qui portait sur autre chose (vote des horaires d'ouverture à Vitry), que la demi-journée de fermeture au public serait le jeudi après-midi.

Les collègues de Choisy nous demandent, à nouveau, de remercier la Direction en ce qu'elle a refusé qu'ils ne rentrent chez eux et a exigé qu'ils continuent à faire l'accueil... alors même qu'ils n'avaient pas d'eau dans les WC ni de cantine pendant deux jours. (Vous voudrez bien nous excuser car la politesse nous empêche de vous rapporter leurs propos).

Nous verrons bien si le Tableau de veille sociale (TBVS) de l'année prochaine fera état du droit d'alerte que vous ont adressé les élus en CHSCT de Solidaires Finances publiques 94.

Nous aurons l'occasion de parler de ce dernier (le TBVS), car il suscite de nombreuses interrogations sur l'interprétation faite par la direction.

On y lit, par exemple, que le nombre de recours aux assistantes sociales est « stable » en 2012 (avec 26 saisines).

Or, d'une part, ce nombre ne concerne en fait que la saisine des services sociaux par les

pensionnés. Et, même si nous ne réfléchissons que sur cette catégorie d'agents, dans le rapport présenté en CDAS ce nombre était de... 19 en 2011 et de 13 en 2010 : il a donc été multiplié par 2 en 2 ans ! (Il n'est donc pas « stable », contrairement à ce que vous écrivez). D'autre part, le nombre de saisines en 2012 est de... 228 ! (dont 26 par les pensionnés. Et de 155 en 2011).

Nous espérons que cette bien mauvaise interprétation des chiffres n'est pas à l'origine de la décision de notre bien aimée direction générale de supprimer cette année un poste à l'action sociale.

En tout état de cause, il ne s'agit malheureusement que d'un des nombreux exemples de la nouvelle maxime de notre administration : **travaillez toujours plus, en étant toujours moins** (moins d'agents, moins bien payés, moins bien équipés en matériel ou en immobilier, etc.) !

Dans le même ordre d'idée, les données trop globales du TBVS - et l'inadaptation totale d'AGORA pour permettre aux collègues des RH de faire correctement leur travail - ne permet pas à la Direction d'identifier les services où il y a à problème (comme 60 à 80 % d'agents mutés en 2 ans, y compris les agents en poste depuis plus de 10 ans, etc.).

Pour finir, Solidaires Finances publiques 94 a évoqué à plusieurs reprises dans cette instance les effets négatifs sur nos conditions de travail des changements législatifs incessants ; Que nous étions d'accord avec la Direction générale lorsqu'elle martelait qu'un impôt bien compris était un impôt mieux accepté ; Qu'une simplification générerait beaucoup moins de questions et donc d'accueil.

Dans son communiqué de presse de ce lundi, notre secrétaire national (Vincent DREZET) indiquait d'ailleurs qu'il s'agit d'une des revendications de notre syndicat, dans le cadre de l'action menée le même jour.

Quelle ne fut pas notre satisfaction d'entendre, dès le lendemain matin, notre premier Ministre annoncer vouloir remettre à plat notre fiscalité.

Vous voyez bien messieurs les directeurs que nous sommes là dans l'intérêt de tous.

Bien sûr, nous attendons ce « changement », ainsi que l'aboutissement des autres revendications de Solidaires Finances publiques (emplois, rémunérations, conditions de travail).

Mais nous ne pouvons pas finir sans aborder un point profondément choquant.

Nous ne voulons pas savoir qui a eu la brillante idée de vouloir relever le nom de manifestants lors du rassemblement de lundi à la DDFiP de Créteil (avec des allusions plus ou moins déguisées à d'éventuelles sanctions disciplinaires).

Nous ne vous ferons pas la liste des nombreuses libertés ainsi violées.

Nous ferons surtout semblant de prendre cet acte comme une très, très, très mais vraiment très maladroite tentative d'intimidation.

Comment en effet pouvoir qualifier autrement un acte qui ne peut que nous rappeler les heures les plus sombres de l'histoire de notre pays !

Sachez donc, Monsieur le Directeur, que notre direction départementale n'est vraiment pas sortie grandie. Bien au contraire !

C'est donc la bouche nauséuse que Solidaires Finances publiques 94 rappellera ces quelques mots à cette assemblée :

LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE